

Rencontre nationale « Innovation urbaine en cœur de ville »
à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine le 19 mars 2019

Point de vue – Yves JULOU

La journée du 19 mars à la Cité de l'Architecture et du patrimoine a été avant tout une manifestation politique pour réaffirmer l'engagement du gouvernement dans cette démarche, avec pas moins de 4 ministres présents :

- Franck Riester (Ministre de la Culture)
- Sébastien Lecornu (ministre chargé des Collectivités territoriales)
- Julien Denormandie (Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la Ville et du Logement) en ouverture
- Jacqueline Gourault en clôture (Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales),

Pour afficher la participation des élus locaux, la plupart des présentations étant faites par des maires. Ils se sont tous félicités du symbole important que représentait le lieu où se tenait cette rencontre.

J'ai trouvé les présentations concernant la revitalisation du patrimoine auxquelles j'ai pu assister assez superficielles et datées. Par exemple, l'atelier n°1 du matin : "*Habitat en centre ville - Relancer le logement : habiter, réhabiter*" n'a pas vraiment traité le sujet et a fait l'objet de présentations générales des politiques menées à **St Quentin** et à **Morlaix** sur leurs centres-villes par leurs maires respectifs.

Par contre, Les politiques menées par les maires de **Niort** et de **Douai** ont été présentées de manière approfondie dans un atelier intitulé « *Revitaliser le commerce en dehors des entrées de ville* ». Ces deux villes ont des pratiques différentes mais se rejoignent sur la nécessité d'une politique volontariste dans la durée pour contrer les effets délétères pour le centre ville de l'implantation du commerce en périphérie. Cette politique est nécessairement multisectorielle : habitat, transports et accessibilité, réflexion d'agglomération sur la répartition du commerce entre ce qui peut être implanté en périphérie et ce qui doit rester en centre ville. Leurs pratiques de portage diffèrent : **Niort** fait porter le foncier par l'EPF et n'a pas vocation à être bailleur de locaux commerciaux tandis que la ville de **Douai** acquiert directement les locaux, les réhabilite ou les transforme et souhaite en conserver un nombre significatif pour peser durablement sur l'offre commerciale.

Un autre moment intéressant fut le matin le témoignage d'Olivier Bouba-Olga, chercheur en économie, sur le thème "*Sortir des modes et des modèles*". Si j'essaie de résumer son propos : Nous sommes passé du "small is beautiful" des années 1980 aux clusters ou pôles de compétitivité des années 1990, pour aboutir au débat actuel sur les métropoles. L'idée la plus répandue étant que le soutien aux métropoles serait justifié par leur rôle moteur dans la création de richesses permettant de solvabiliser les transferts sociaux vers les autres territoires qui ont intérêt à se positionner en complémentarité dans une économie présentielle et résidentielle.

Olivier Bouba-Olga pose la question : les grandes villes vont elles bien ? Réponse : ça dépend. Oui pour les 6 métropoles toujours citées (**Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, Montpellier**). Mais pas forcément les autres. Il a aussi des petites villes ou des bassins d'emplois semi ruraux qui vont bien, qui créent des richesses (**Vitré, Vire...**).

Il faut sortir de l'opposition entre grandes et petites villes, et déconstruire le mythe CAME : compétitivité, attractivité, métropolisation, excellence, sortir d'une vision de territoires en compétition permanente.

Cette notion de compétition structure trop l'action publique. Tous les territoires mettent de plus en plus d'argent pour attirer les entreprises, ce qui, au final, coûte très cher à la collectivité. On retrouve cette concurrence dans l'offre commerciale entre villes proches, ce qui aboutit à un jeu perdant - perdant.

En conclusion, il n'existe pas de modèle générique de développement économique. Il faut définir les méthodes possibles et raisonner à des échelles plus larges. Les réponses politiques doivent être multi acteurs, multi sectorielles. Les territoires qui limitent la casse font de la transversalité. La réponse au développement économique passe d'abord par des réponses en termes de formation, de recrutement, d'accessibilité, de transport. Il faut faire du sur mesure – dans la transversalité, donner à voir des expériences qui marchent et non pas vouloir reproduire, apporter de la ressource humaine dans l'ingénierie de projet. Ce qui ressemble à un plaidoyer pour le rôle des consultants.